LE MAGAZINE DES MAISONS FAMILIALES RURALES D'ÉDUCATION ET D'ORIENTATION
MARS 2012 /// N°338

le Lien

MOUVEMENT: 50 PROPOSITIONS DES MFR

DOSSIER

LES ATOUTS DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

RÉUSSIR *autrement*

en vue

LES MFR EN CONGRÈS

Toutes les Maisons familiales rurales se rassembleront à Paris, à la Maison de la Mutualité, les 4 et 5 avril prochains pour tenir leur congrès annuel sur le thème du territoire. 2012 sera également une année élective pour le mouvement des MFR : les congressistes renouvelleront une partie importante du conseil d'administration de l'Union nationale. À l'issue de l'assemblée générale, les nouveaux administrateurs éliront le nouveau président national.

LES FÉDÉRATIONS RÉFLÉCHISSENT À LEURS MISSIONS

Les directeurs des fédérations départementales et régionales des MFR ainsi que les services de l'Union nationale ont travaillé ensemble, en janvier et en mars, sur le sens de leurs missions et le thème « dynamique de réseau et stratégie de développement ». Alors que le renouvellement des administrateurs et des cadres du mouvement est important, au moment où la société évolue dans un environnement complexe, l'accompagnement des associations dans leur réflexion sur leur projet est un élément central.

ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES JEUNES

Un groupe du Conseil d'administration de l'Union nationale a travaillé sur la politique à mettre en œuvre dans les MFR pour mieux accompagner les jeunes dans leur projet. Cette réflexion est partie d'un constat : les enquêtes sur l'insertion professionnelle sollicitées par l'État, les Conseils régionaux ou les partenaires professionnels, la lutte contre les sorties prématurées du système scolaire ou encore le repérage des « décrocheurs » demandent aux Maisons familiales rurales d'être en mesure d'avoir un dispositif de suivi précis et des chiffres incontestables sur les personnes en formation. Le groupe a fait des recommandations dans un document diffusé par les fédérations départementales et régionales. Il a insisté sur l'utilisation d'outils communs et sur l'accompagnement personnalisé, un sujet au cœur de l'originalité des Maisons familiales. ■

SÉMINAIRE

Les présidents en formation

À leur demande, les présidents de fédérations départementales et régionales des MFR se sont retrouvés en séminaire pour travailler sur le thème « Associations, réseaux et territoires ». Après un retour sur l'origine des fédérations, les présidents ont échangé sur leur perception des enjeux, du rôle et de la place des structures fédérales dans le mouvement aujourd'hui. ■

LE CHIFFRE

86 %

des jeunes poursuivent de Première en Terminale en MFR, d'après une enquête conduite auprès de 80 % des effectifs de bac professionnel. 6 % ont choisi de s'insérer directement après l'obtention de la qualification intermédiaire du BEPA. 3 % (entre autres) ont préféré suivre une autre formation (Certificat de qualification professionnelle, CAP, CCTAR…). Des données instructives pour faire le bilan de la rénovation du bac professionnel. ■

HISTOIRE

Notre Album

1988 *C'est la dernière utilisation, lors de l'assemblée générale à Paris, du premier visuel du mouvement, créé l'année précédente, à l'occasion de son 50e anniversaire. Il va laisser la place en 1989 à un logo qui s'inspire fortement de cette première ébauche : des personnages de tailles différentes devant un planisphère. Toutes les associations vont progressivement l'adopter. Il répondait au besoin des Maisons familiales rurales de s'identifier à une symbolique commune et de montrer visuellement la force de leur réseau. En 1992, le slogan « Réussir autrement » est venu compléter le logo. En 2005, les MFR lancent leur nouveau projet en même temps qu'elles font évoluer leur logo (le visuel actuel).* ■

18 **Unions nationales MFR ont travaillé une semaine en mars dernier à Chaingy sur ce qu'elles souhaitent promouvoir collectivement pour améliorer l'insertion socioprofessionnelle durable des jeunes en milieu rural. Elles ont présenté leurs conclusions à leurs partenaires lors d'une rencontre internationale organisée à Paris, le 9 mars, point d'orgue de cette semaine d'échanges.** ■

COMMUNICATION

Orientation en MFR

C'est la période de l'orientation : portes ouvertes dans les MFR, salons et forum, entreprises à démarcher, dossiers à remplir pour postuler pour une formation dans un établissement… Pour aider jeunes et parents à s'y retrouver, l'Union nationale des MFR a édité de nouvelles brochures : 4e/3e, CAP, Bac professionnel, BTS… Elles présentent les différents parcours de formation possibles dans les MFR. L'Union nationale propose également aux MFR de personnaliser leurs documents de communication. ■

À télécharger sur www.mfr.asso.fr

DROITS DE L'ENFANT

Une jeune de MFR sollicitée

Clémence Gigandet, 17 ans, en formation BEPA à la MFR de Saint-Flour dans le Cantal, a été choisie pour faire partie du Comité consultatif des jeunes (C2J). Clémence est très fière de profiter de cette expérience « formidable » qu'elle considère comme un « privilège ». Ce groupe national travaille dans le cadre de la mission du Défenseur des droits qui est assisté désormais de 3 adjoints dont un est chargé spécifiquement de la défense et de la promotion des droits de l'enfant. Une vingtaine de jeunes collégiens et lycéens issus de toute la France s'attellent à des sujets qui font l'objet d'un rapport et font des propositions qui peuvent être reprises dans un texte de loi. Ce groupe se retrouve deux fois par semaine sur un forum Internet pour échanger et quelques week-ends par an à Paris. En janvier dernier, Clémence a fait connaissance de son groupe, lors d'un week-end studieux à Paris. Les jeunes ont planché sur le thème de la discrimination et sont allés enrichir leur réflexion au musée du Quai Branly avec l'exposition sur « L'invention du sauvage » dont le Commissaire général est Lilian Thuram, président de la Fondation "Education contre le racisme". ■

sommaire

le Lien _ n°338

MOUVEMENT

ÉDITO >> 4

MOUVEMENT > Manifeste des MFR : cinquante propositions **>>** 4

PLANÈTE > Afrique : les Unions forment leurs responsables **>>** 6

TELEX > Échos des quatre coins du monde **>>** 7

EN DIRECT >> 8

ACTION LOCALE > Saint-Berthevin : accueillir un SVE **>>** 10

DOSSIER **Les atouts de la voie professionnelle**

pages 11 à 18

>> Interview : Raoul Cantarel, président de l'AFDET de Paris

>> Humour : Premier de cordée… par Goutal

FORMATION

MÉTIERS > Les métiers de l'horticulture **>>** 19

BRÈVES FILIÈRES >> 22

SOCIÉTÉ

BRÈVES >> 24

GÉNÉRATION > Les « y » : qui sont-ils ? **>>** 24

RECENSEMENT > Croissance démographique **>>** 24

ONU > Un nouveau sommet pour la terre **>>** 25

TECHNOLOGIE > Ardoise ou tablette ? **>>** 26

HUMEUR/HUMOUR > Brèves de campagne **>>** 26

UNMFREO
58, rue Notre Dame de Lorette
75009 Paris
Tél. : 01 44 91 86 86
Fax : 01 44 91 95 45
unmfreo@mfr.asso.fr
Directeur de la publication :
François Subrin
Rédacteur en chef :
Sabine Berkovicius : 0144918644
sabine.berkovicius@mfr.asso.fr

Photos : MFR - UNMFREO
Couverture :
© Hervé VINCENT/ MFR Richerenches (84)
Illustrations :
© Marie Van de Putte
© Alain Goutal
Conception maquette et couverture :
Denis Bernard

Impression : Imprimerie UNMFREO
78780 Maurecourt
Commission paritaire :
0908 G 83575
ISSN : 03355365
Dépot légal :
2012/mars
Trimestriel : mars 2012
Abonnement 1 an : 11 €
Prix au numéro : 4 €

édito

RESPONSABILITÉ ET CONFIANCE

La MFR est un lieu de partage avec les familles de la volonté commune d'éduquer et de promouvoir les jeunes en leur donnant confiance en l'avenir. Depuis 75 ans, et aujourd'hui encore, chacune des 430 MFR existe grâce à cette même volonté des familles responsables regroupées au sein de chaque association.
Les maîtres de stage et les maîtres d'apprentissage participent, eux aussi, activement, en confiance avec la Maison familiale, à la préparation de la relève sur leur territoire. Cette ambition éducative vise à former des jeunes compétents certes, mais surtout des femmes et des hommes responsables, à l'esprit ouvert, aptes à agir collectivement dans un monde qui évolue rapidement.
Enfin les pouvoirs publics reconnaissent aux MFR depuis la loi de 1984 leur originalité et le rôle de l'association qui passe contrat avec l'Etat. Ce cadre juridique exigeant permet aux MFR d'accueillir la plupart des jeunes. Il nous faut aller plus loin pour pouvoir répondre aux demandes toujours plus nombreuses des familles.
L'État doit nous faire confiance et accepter d'augmenter nos contrats. Notre responsabilité familiale nous amène aussi à développer d'autres dispositifs notamment l'apprentissage qui constitue un moyen privilégié pour préparer à de nombreux métiers.
Au moment où je vais laisser ma responsabilité de Président national, je mesure la chance que j'ai eue d'avoir été élève en MFR, notre fille aussi une génération plus tard et c'est pour cela que je milite dans ce formidable mouvement familial. Continuons ensemble à « oser la responsabilité » et à faire confiance. ■

François Subrin

PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE DES MFR

Manifeste des MFR
50 propositions

Les élections présidentielle et législatives de ce printemps 2012 sont l'occasion pour les Maisons familiales rurales de faire entendre leur voix en publiant un manifeste avec 50 propositions. Le mouvement souhaite ainsi participer et enrichir le débat sur l'éducation.

Après un travail de réflexion et de production du Conseil d'administration de l'Union nationale et des fédérations régionales, le mouvement a élaboré un texte qui s'organise en trois parties. La première présente les caractéristiques des Maisons familiales et rappelle leur projet.
La seconde partie fait part des souhaits des MFR. Elles attendent de la part du prochain président de la République, du futur gouvernement et des élus de la nation le respect de leur identité et une ambition à la hauteur des enjeux. Devant les risques de normalisation, les Maisons familiales demandent que leur liberté associative et leurs particularités soient respectées. Elles souhaitent en particulier que le rôle des familles en matière d'éducation soit reconnu et que l'État et les collectivités territoriales apportent un soutien moral et financier à l'action des MFR dans le secteur de l'éducation et de la formation à la hauteur des besoins. Elles réclament également que les pouvoirs publics réfléchissent à la valorisation des aides en faveur des parents (bourses par exemple) ou en faveur des jeunes (transport, logement, équipement…).
Elles revendiquent, alors qu'elles ont toujours été économes des deniers de l'État, une dotation budgétaire suffisante pour l'enseignement agricole qui manque aujourd'hui cruellement de moyens pour remplir ses missions ainsi qu'une remise à plat du financement de l'apprentissage…

Pour une éducation globale

Les Maisons familiales ne se contentent pas de « revendiquer » ! Elles sont aussi force de propositions comme le précise François Subrin, président de l'Union nationale des MFR : « Depuis leur origine, les Maisons familiales veulent apporter leur pierre à la construction d'une société plus équilibrée.

LES MFR S'ENGAGENT AVEC D'AUTRES

Le mouvement des Maisons Familiales Rurales a également participé, à ce jour, à l'élaboration du manifeste du Groupe Monde Rural « Ruralité, vitalité, modernité » et des « Cinq propositions pour un quinquennat de développement durable et solidaire » de Coordination Solidarité Urgence Développement (SUD).

Photo : MFR POITOU-CHARENTES

Elles souhaitent », ajoute-t-il, « répondre aux défis éducatifs et à ceux du monde rural avec leurs valeurs, bien entendu, et en partenariat avec d'autres. »
Le manifeste des MFR affiche donc 50 idées, issues de 75 ans de pratique, pour envisager une autre approche de l'éducation. Ces propositions doivent être expliquées par chaque Maison familiale à chacun des élus, dans les circonscriptions.
Fortes de leur expérience de terrain et de leur savoir-faire, les Maisons familiales rurales pensent qu'une autre conception de l'éducation est possible. Elles plaident pour que celle-ci soit, demain, la principale source du développement économique, social et humain de notre pays. Elles défendent l'idée d'une éducation globale qui se réorganise autour des territoires pour y puiser des ressources, une vision, une assise identitaire. Elles pensent qu'il est possible de faire des forces économiques et sociales (entreprises, services publics, associations…) des acteurs parties prenantes de l'éducation. Elles réclament que les parents tiennent une place essentielle dans le système éducatif. Elles déplorent que les savoirs n'aient pas de lien avec le réel. Elles regrettent que l'école ne prenne pas en compte tous les talents et ne mette pas les enfants, les adolescents ou les étudiants dans une dynamique foisonnante de création, en situation de façonner leur avenir. À leurs yeux, il est primordial de se préoccuper du bien-être des jeunes (moral, intellectuel, physique) et de les faire réussir au-delà de toute compétition. Elles jugent qu'il faut expliquer aux enseignants qu'ils ont besoin de partager avec les familles et d'autres partenaires car l'éducation ne se joue pas uniquement dans la salle de classe.

ANALYSE

Pour une autre approche de l'Éducation

Les Maisons familiales rurales proposent 50 idées concrètes en faveur d'un nouveau projet éducatif. Ces idées s'organisent autour de 6 chapitres principaux :

1. **Réorganiser l'éducation autour de la notion de territoire**
2. **Favoriser le partage des questions éducatives**
3. **Privilégier une pédagogie du réel**
4. **Développer une politique ambitieuse de l'enseignement professionnel**
5. **Permettre l'accès des jeunes à l'emploi**
6. **Réfléchir au métier d'enseignant.**

Une vraie ambition pour l'enseignement professionnel

Les Maisons familiales constatent la faiblesse de l'enseignement professionnel en France. Malgré les annonces et les besoins, il est toujours considéré comme un enseignement de seconde zone ! Les pouvoirs publics doivent porter une vraie ambition pour cette filière : meilleure lisibilité des formations, développement d'une alternance de qualité, poursuite de la rénovation, encouragement d'un apprentissage de qualité, possibilité de formation tout au long de la vie…
Les Maisons familiales rurales sont convaincues que demain chacun pourra accéder à sa dignité de femme et d'homme si la société sait proposer une éducation impertinente, sans cesse renouvelée qui bouscule les certitudes, qui sache innover et qui soit l'affaire de tous.

Patrick Guès

AFRIQUE

Les Unions forment leurs responsables

Les MFR françaises s'appuient sur leur savoir-faire et leur expérience pour animer les partenariats internationaux avec des MFR dans plusieurs pays du monde. L'UNMFREO privilégie aujourd'hui les échanges entre unions nationales de MFR au sein d'espaces régionaux, comme en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale.

En novembre 2011 s'est tenue à Bamako au Mali la 2e session de formation des présidents et directeurs des Unions des MFR d'Afrique de l'ouest réunissant Béninois, Burkinabés, Sénégalais et leurs hôtes Maliens. En Afrique centrale, pour leur 3e session, les responsables des Unions de MFR camerounaises et centrafricaines ont été accueillis en janvier 2012 par leurs homologues tchadiens à Moundou, capitale économique du sud du pays.

Ces sessions de 5 jours sont un des leviers principaux de l'accompagnement des partenaires du Sud de l'UNMFREO. Elles s'inscrivent dans un programme cofinancé par l'Agence française de développement, permettant la conduite dans chaque région d'un plan de formation de 6 semaines en 3 ans, par des chargés de mission UNMFREO. L'objectif principal est de faire monter en compétences les présidents et directeurs des Unions nationales de MFR pour augmenter le nombre de jeunes en formation et améliorer la qualité des formations en MFR. L'échelle et l'ambition sont donc importantes.

DES DÉFIS MULTIPLES

En interne, les responsables doivent être en mesure d'animer, outre la vie associative de leur Union nationale (Conseil d'administration, Assemblée générale), l'ensemble de leur réseau qui se compose par exemple de 17 MFR en République centrafricaine ou de 10 au Mali. Ces pays ne disposant pas des mêmes moyens de communication qu'en France, se rencontrer est souvent compliqué et demande beaucoup d'énergie et d'argent. La formation a notamment porté en Afrique de l'ouest sur la mise en place d'un dispositif d'échange d'informations pour mieux accompagner les MFR sur le terrain.

Les Unions doivent aussi veiller au financement global des actions de formation. Des intervenants extérieurs ont apporté leur savoir en recherche de financements, un thème crucial pour les Union nationales.

Pour ancrer chaque mouvement MFR dans son pays, la reconnaissance par les autorités politiques est indispensable. Elle s'obtient en entretenant des relations fréquentes pour communiquer sur les MFR et participer à l'élaboration des politiques nationales. Lors de la formation, présidents et directeurs ont travaillé leurs capacités à argumenter et convaincre par des jeux de rôles et des témoignages.

Cette formation inter-pays présente de nombreux atouts. Le lieu change à chaque session, permettant aux responsables des Unions de découvrir les contextes de leurs collègues, leurs difficultés et les solutions adoptées. Les mises en commun sont des temps d'échanges d'expériences extrêmement dynamiques. L'Union qui reçoit peut également valoriser ses

Ces sessions de formation entre pays voisins sont des moments de partage et de découverte.
En Afrique de l'ouest, c'est la culture locale qui a été mise à l'honneur avec la visite du Musée national du Mali.
Les responsables d'Afrique centrale se sont passionnés pour un débat sur la préservation de l'agriculture paysanne à la suite de la projection d'un film sur l'accaparement des terres.
(Photo Mali : UNMFREO)

Malgré les problèmes de transport (les Centrafricains par exemple ont mis trois jours pour franchir les 600 km les séparant du sud du Tchad passant par une zone occupée par des rebelles), il ne manquait aucun participant à la session de formation. (Photo Tchad : UNMFREO)

relations institutionnelles. Par exemple, à Bamako, les sessions de formation se sont clôturées par l'intervention du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, et au Tchad par la Délégation régionale de l'agriculture.

UNE IDENTITÉ COMMUNE

Au fur et à mesure la convivialité s'installe et le partenariat entre MFR françaises et de chaque pays se décloisonne, pour progressivement renforcer l'identité commune MFR. Les Unions sont ainsi moins isolées et peuvent s'inspirer des politiques mises en place chez le voisin. De là est née l'envie de mettre en œuvre un projet collectif pour influencer les Etats centrafricains et tchadiens en faisant valoir l'action gouvernementale menée au Cameroun en matière de rénovation de la formation agricole. C'est ainsi que le réseau dévoile toutes ses richesses.

Incontournable en MFR, la pédagogie d'accompagnement des Unions africaines se fait par alternance, les chargés de mission UNMFREO assurant un suivi par des missions dans chaque pays entre les regroupements.

Au final, les bilans des sessions en Afrique de l'ouest et centrale sont positifs et c'est à présent aux Marocains et Camerounais de recevoir, respectivement en mars et juin 2012. À ces prochaines sessions participeront des représentants du Conseil d'administration de l'UNMFREO car par ce biais, les MFR françaises réinterrogent leurs valeurs fondamentales et poursuivent leur apprentissage. Elles ont notamment pris la décision d'initier un processus pour promouvoir la formation professionnelle des jeunes ruraux dans les pays du Sud auprès des pouvoirs publics français, européens et internationaux.

Benjamin Duriez ■

TELEX

ASIE

Échanges

2 Cambodgiens et 2 Vietnamiens accompagnés par le chargé de mission français sont allés en voyage d'étude à Madagascar en décembre dernier. Cette rencontre entre pays du Sud fut riche : accueil chaleureux, échanges culturels et de nombreuses pistes de travail à mettre à profit pour la création de centres de formation de type MFR au Cambodge et au Vietnam.

OCÉAN INDIEN

Comores

Le Comité d'appui des MFR des Comores a accueilli les Unions nationales des MFR de Madagascar et de Maurice pour la 3e session de formation des responsables nationaux des MFR de l'Océan Indien, un moment de partage d'expériences pour des trois réseaux. Animé par le chargé de mission de l'UNMFREO, les intervenants ont permis aux responsables des Unions d'appréhender leur engagement dans l'évolution des mouvements MFR. Il existe aujourd'hui 20 MFR dans l'Océan indien, et il est prévu qu'elles soient 30 fin 2013.

AMÉRIQUE LATINE

Colombie

Une première MFR, ainsi qu'une Fondation (l'équivalent d'une Fédération régionale) sont en cours de légalisation par le Secrétariat à l'Education dans la région d'Antioquia. Une délégation des MFR des Savoies, partenaires du projet, participera à une formation des responsables Colombiens en mars prochain et un voyage d'étude est prévu au Pérou. La première MFR devrait démarrer ses formations en juillet 2012 à Jéricho avec un cycle d'orientation pour des jeunes qui pourront ensuite préparer un bac professionnel.

AFRIQUE

Cameroun

Début janvier, trois représentants de la Fédération des MFR d'Auvergne se sont rendus au Cameroun afin de témoigner auprès des Ecoles familiales rurales sur la vie associative. Le comité Cameroun du 8 février a été l'occasion d'entendre leur retour positif et surtout de préparer la venue de deux représentants des EFR camerounaises en Auvergne mi-mars. Ils participeront notamment à l'Assemblée générale de la Fédération des MFR d'Auvergne.

CHAMPIGNÉ, DÉCEMBRE 2011. Au cours d'un séjour au Burkina Faso, les apprentis en CAP de la MFR de Champigné ont participé à plusieurs chantiers dans la brousse au Sud-est du pays, à Boromo avec les menuisiers du village. Les jeunes charpentiers ont construit une salle de classe en ossature bois pour l'école et les menuisiers ont monté une structure en bois pour une troupe de théâtre. Ce voyage fait partie de leur formation. Une ouverture culturelle riche grâce à des rencontres, notamment avec un sculpteur de masques qui leur a fait partager son savoir-faire. ■

81 GAILLAC

Qualité du terroir

Toute l'année, les jeunes en formation Bac professionnel Technicien Conseil à la MFR de Gaillac valorisent les produits de leur territoire en mettant en avant les circuits courts et les produits de qualité. Pour Noël, ils se sont approvisionnés directement auprès des producteurs du Tarn et de l'Aveyron : croustades, croquants, miel, vin, saucisses… qu'ils ont vendus sur le marché de Saint-Sulpice. Les jeunes présentaient aux clients l'origine des produits et les méthodes de fabrication pour qu'ils puissent choisir en connaissance de cause comment composer leur panier gourmand. Vers 11h, les jeunes faisaient déguster leur soupe au potimarron et aux châtaignes, sélectionnés chez un maître d'apprentissage. Déguisés, en musique et en chansons, les jeunes ont assuré l'animation du marché et ont séduit les passants. D'autres initiatives sont prévues tout au long de l'année pour mettre en avant une démarche qualité et citoyenne en s'appuyant sur le savoir-faire des producteurs. ■

47 BARBASTE

Le sens de l'engagement

La rencontre annuelle entre administrateurs des régions de Midi-Pyrénées et Aquitaine a mobilisé également 80 jeunes porte-parole des MFR, en décembre dernier. Réunis à Barbaste sous le signe de l'Année européenne de l'engagement, du bénévolat et du volontariat, les adultes engagés dans les conseils d'administration des MFR ont partagé un week-end de réflexion avec les jeunes en formation.
L'objectif était double : renforcer la dynamique associative, amener les administrateurs à réfléchir à des pistes d'action dans leurs propres associations et permettre aux jeunes de se projeter dans l'engagement et d'en mesurer l'importance.
Les jeunes avaient conduit au préalable un plan d'étude sur le sujet. À la suite de cette rencontre, les porte-parole ont animé chacun dans leur Maison familiale, une séance (partage, débat) avec leurs camarades sur ce thème. ■

53 MAYENNE

Le sport pour créer du lien

Depuis la rentrée, les MFR de Mayenne ont créé leur « Club corporatif ». Pour l'instant douze personnes sont inscrites (moniteurs, maîtresses de maison, directeurs, élèves). Elles peuvent ainsi participer aux différentes courses organisées en Mayenne par l'association « Cross corporatif lavallois » à laquelle adhèrent soixante clubs représentant les entreprises publiques et privées du département. « Il s'agit de créer du lien en se retrouvant sur un terrain de sport en dehors de l'activité de la MFR », explique le directeur de la Fédération départementale. Cette idée, proposée à la rentrée aux 120 salariés des MFR à l'initiative d'un moniteur sportif, a trouvé un écho favorable… Il ne reste plus qu'à chausser ses baskets. Élèves, parents, maîtres de stage peuvent également participer à ce club pour porter haut les couleurs des MFR ! ■

80 ÉCLUSIER-VAUX

Un chemin planté d'arbres

La création d'un arboretum est un travail de longue haleine ! Alors que la MFR d'Éclusier-Vaux interrogeait la commune sur la possibilité d'avoir à disposition un espace pour pouvoir planter des arbres, le maire a proposé de faire d'une pierre deux coups : défricher un chemin rural abandonné que la commune souhaitait voir revivre et créer le long, un arboretum. Ce projet, retenu par la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe, a trouvé sa place et son financement dans le cadre de l'Année internationale des forêts.

Les 16 jeunes en CAPA Entretien de l'espace rural se sont mis au travail dès le mois de novembre pour dégager une trentaine de mètres (sur 300) avec le concours de l'employé communal pour retrouver le tracé du chemin : nettoyage, tronçonnage, ramassage du bois. Les premiers arbres ont été plantés en respectant les essences locales (pas de résineux par exemple) avant les premières gelées car, dit le dicton, « à la Sainte Catherine tout arbre prend racine » !

À terme, une centaine d'arbres et d'arbustes agrémenteront le chemin qui permettra aux marcheurs de quitter Éclusier-Vaux vers le village voisin de Suzanne en évitant la route. Ce travail s'étendra sur deux ou trois ans, puis les jeunes en assureront l'entretien et pourront s'exercer à la reconnaissance des végétaux sans avoir à battre la campagne ! ■

76 TÔTES

Des bulles à Varsovie

La MFR de Tôtes saisit toutes les occasions pour mettre l'Europe et la mobilité à l'honneur. La Maison familiale encourage les rencontres avec des élus européens, organise des repas anglais, travaille avec les jeunes l'ouverture et la préparation au départ. Elle est engagée depuis 2010 dans des projets Leonardo : 43 élèves de bac sont déjà partis en stage en Grande-Bretagne, en Espagne, en Allemagne ou en Belgique pendant un mois… Dans cet esprit, les jeunes de bac professionnel SMR ont participé à un concours de bande dessinée sur le thème de la solidarité internationale « L'Europe se bouge ! Bouge-toi avec l'Europe ! », organisé par l'Association Européenne de l'Education. Par petits groupes, les jeunes ont construit le scénario, dessiné les planches… Un de leurs projets a été sélectionné. Les lauréats sont partis une semaine en décembre en voyage découverte à Varsovie. ■

30 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Auteurs en herbe

Séance dédicace lors de la fête de la Maison familiale de Gallargues pour les jeunes auteurs de 4e qui présentaient leur premier livre « Lui et elles à la MFR » à leurs parents, aux administrateurs et même aux élèves des autres classes… Le projet a mûri pendant un an : « Nous avons raconté la vie d'un élève à la MFR (les stages, la MFR, Noël, des anecdotes) », racontent les jeunes. Chacun travaillait un thème, puis les textes étaient mis en commun lors de lectures à haute voix. Pendant les ateliers d'écriture, accompagnés par un écrivain et leur monitrice, les jeunes retravaillaient leurs textes qui ont été assemblés pour en faire un livre… De quoi transformer les leçons de français en une vraie partie de plaisir ! ■

62 BERLENCOURT

Solidarité

Les élèves de Terminale en Bac professionnel « Conduite et Gestion de l'élevage canin et félin » de la MFR de Berlencourt ont participé à l'organisation du championnat du monde d'Agility à Liévin. Ils ont également contribué activement au financement d'un chien guide d'aveugle en vendant des billets de tombola (13 000 euros) dans tous les clubs canins de France. Il a été offert pendant la cérémonie d'ouverture. ■

Luisa Hamacher découvre la France à travers la MFR de Saint-Berthevin qui met tout en œuvre pour l'accueillir.

SAINT-BERTHEVIN (53)

Accueillir un SVE

Il y a beaucoup de façons de s'ouvrir au monde. Accueillir un jeune en service volontaire européen (SVE) en est une. La MFR de Saint-Berthevin près de Laval en fait l'expérience fructueuse depuis 4 ans.

Une Polonaise, une Espagnole, un Turc et maintenant une Allemande... Depuis 4 ans, la MFR de Saint-Berthevin est agréée comme association d'accueil et reçoit des jeunes qui effectuent le service volontaire européen (SVE).
Au départ, explique le directeur de la Maison familiale, Jean-Paul Balluais, « Nous voulions mettre en action la mobilité à la MFR. Je pense qu'elle se construit d'abord dans les têtes. Accueillir un jeune étranger était une première démarche pour commencer à faire évoluer les esprits. C'est une ouverture culturelle incomparable ». Il y a quatre ans, la MFR souhaitait mettre en place des stages en entreprise en Pologne. La première expérience de SVE se réalise donc avec une jeune Polonaise qui a participé activement à la préparation des jeunes au voyage. Les échanges ont été tellement fructueux et l'élan communicatif que les administrateurs eux-mêmes se sont rendus en Pologne cette année-là.
Les deux années suivantes, les projets de stages en Espagne et en Turquie n'aboutissent pas mais les contacts sont pris et les amitiés scellées avec les jeunes volontaires, une Espagnole et un Turc.

À l'heure allemande

Cette année, la MFR accueille Luisa qui a 20 ans. Elle vient de passer son bac à côté de Dortmund. « J'ai choisi de réfléchir à mon projet professionnel en peaufinant mon français en France. En Allemagne, il est naturel, après le bac, de faire une pause dans les études pour faire autre chose. Je m'intéresse aux adolescents, c'est pourquoi la MFR a répondu favorablement à ma demande ».
En échange du logis, du couvert et de quelques cours de français, Luisa assure une mission bénévolement auprès de la MFR de Saint-Berthevin. Elle est responsable du CDI. Elle accompagne les visites d'étude avec les jeunes, elle participe aux veillées le soir avec l'animateur et apporte sa contribution, à sa demande, à l'entretien et à la cuisine. « Je peux aussi proposer des activités avec les élèves » explique-t-elle « mais je ne me sens pas encore assez sûre de moi pour me lancer ». Elle va également s'investir dans l'organisation du voyage en Allemagne prévu avec les jeunes.
Le directeur de Saint Berthevin est convaincu de l'intérêt de cet accueil. « La simple présence de Luisa contribue à changer notre regard. Cela nous oblige à ne pas nous enfermer dans notre fonction mais cela demande un petit investissement en temps », concède le directeur. Lui qui a vécu quelque temps à l'étranger, il est aujourd'hui ravi de pouvoir rendre la pareille à d'autres jeunes. Il sait par expérience combien ce genre d'échange est riche et intéressant pour le volontaire accueilli comme pour les élèves ou les adultes de la MFR qui savent en tirer profit !

S. B. ■

Service Volontaire Européen : mode d'emploi

Le Service volontaire européen (SVE) fait partie du programme « Jeunesse en action ». Il permet aux jeunes volontaires de s'engager dans des projets individuels ou collectifs, dans les différents domaines de la culture, du social, de l'environnement...
Les volontaires, âgés de 16 à 30 ans, participent à une activité bénévole pour une durée de 2 à 12 mois. Leur accompagnement est assuré par des organismes associatifs agréés.
www.jeunesseenaction.fr

MFR SAINT-BERTHEVIN (53)

Effectif :	230
Salariés :	20
Statuts :	scolaire

Formations : 4e-3e ■ CAPA Services en milieu rural ■ BEPA Services (2e année) ■ Seconde et Bac Pro Conduite et gestion de l'exploitation agricole/Systèmes à dominante élevage ■

Points forts : un accompagnement des jeunes renforcé et une amicale des Anciens très dynamique associée au projet de l'association.

Pour faire sa place dans une société de la connaissance et être efficace dans une économie mondialisée, la France, comme les autres états européens, doit améliorer son système de formation notamment l'enseignement professionnel. La rénovation du bac professionnel entamée en 2009 poursuivait cet objectif. Les MFR en ont profité pour mobiliser leurs partenaires dans les territoires pour réfléchir à de nouvelles dynamiques.

LES ATOUTS DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

Dossier réalisé par Sabine Berkovicius

Un bon système de formation professionnelle constitue un élément important d'une économie solide, souligne un rapport de l'OCDE. La formation professionnelle n'a plus vocation à former de gros bataillons destinés à travailler dans les usines. Elle ne doit plus se contenter de préparer des jeunes à des emplois. Elle doit former des jeunes qualifiés capables de s'adapter à des contextes professionnels et économiques en mutation, de changer plusieurs fois de métiers au cours de leur carrière, d'être mobiles, de continuer à se former tout au long de la vie. Dans cette économie de la connaissance, la formation initiale est au cœur du dispositif.

C'est pourquoi, avec des effectifs qui stagnent et de nombreux jeunes qui quittent l'école sans diplôme, le système de formation professionnelle en France semblait dans l'incapacité d'atteindre les objectifs fixés par l'Europe : aucune sortie sans qualification, 100 % des jeunes qualifiés à un premier niveau, 80 % titulaires du bac, 50 % titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Pour passer à la vitesse supérieure et tenter de redorer le blason de la voie professionnelle toujours considérée comme une filière de relégation,

UNE RÉFORME DE GRANDE AMPLEUR

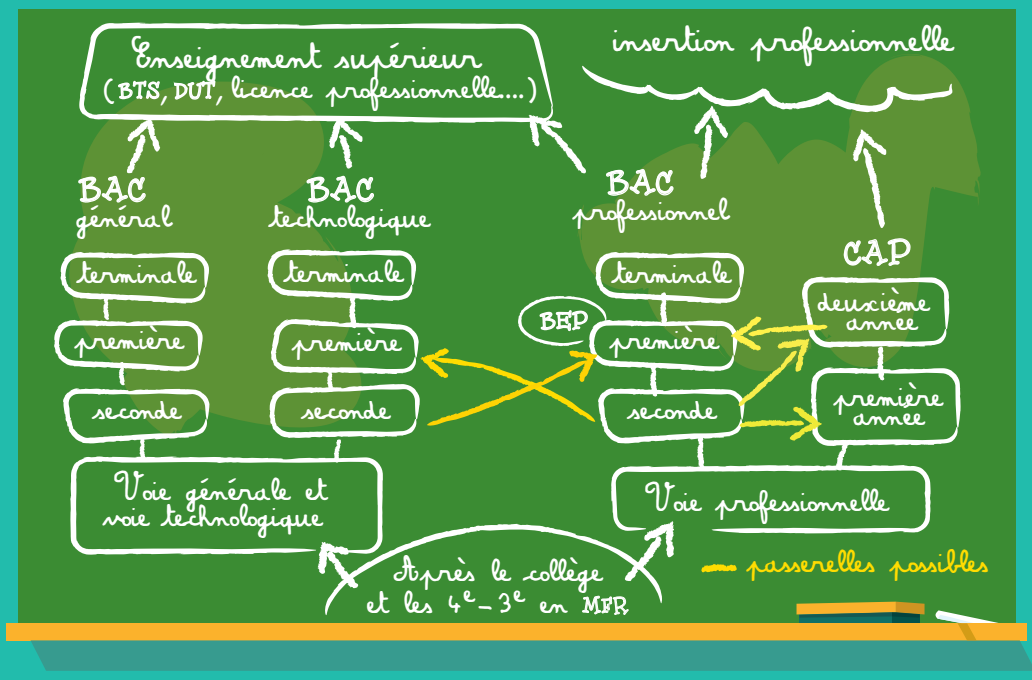
le gouvernement a décidé en 2009, après quelques années d'expérimentation, de lancer une réforme de grande ampleur pour permettre à l'enseignement professionnel de se déployer à la hauteur de ses objectifs.

(suite page 13)

DOSSIER

→ LES ATOUTS DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

Les différents parcours possibles après le collège



L'enseignement professionnel en quelques dates

1911 *création du Certificat de capacité professionnelle (futur CAP)*

1926 *création du Brevet professionnel (BP)*

1952 *création du Brevet de technicien (BT)*

1962 *création du Brevet de technicien supérieur (BTS)*

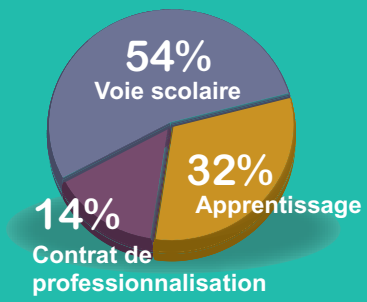
1969 *création du Brevet d'études professionnelles (BEP)*

1985 *création du Baccalauréat professionnel (Bac pro)*

2009 *réforme du BAC Pro en trois ans*

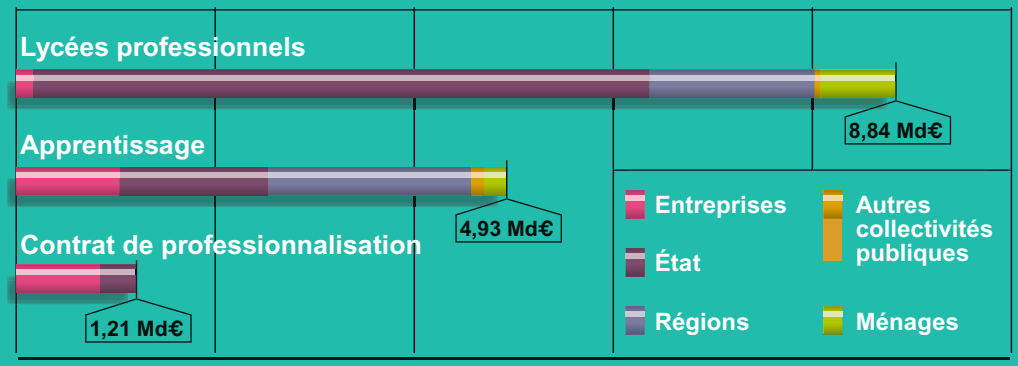
La formation professionnelle en chiffres

Source : PLF 2010, DEPP-MEN



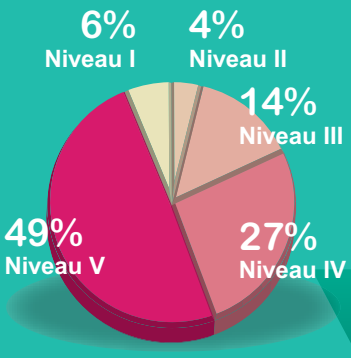
Répartition des effectifs 2007 par statut

Financement des filières de la formation professionnelle en 2007



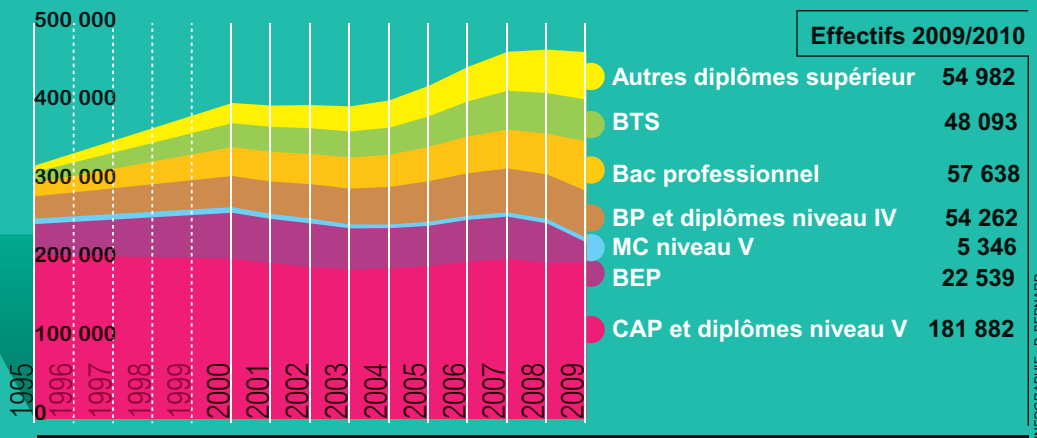
Données sur l'apprentissage

Source : Repères et références statistiques - 2011



Répartition des apprentis par niveau en 2010

Évolution des effectifs dans les centres de formation des apprentis



INFOGRAPHIE : D. BERNARD

En transformant le bac professionnel existant sur le modèle du bac général (accessible en trois ans au lieu de quatre), le paysage des formations qui s'articulait jusqu'alors autour du BEP (de niveau V* comme le CAP) change radicalement**. Le bac professionnel devient le dispositif central de la voie professionnelle et le diplôme de référence (de niveau IV). Le BEP en tant que formation est supprimé : il devient une étape (certification intermédiaire) dans le parcours du bac professionnel. Le premier niveau de qualification est concentré sur le CAP.

Cette réforme a-t-elle permis de mieux faire réussir les jeunes ? Personne n'a le recul nécessaire pour le dire. Le bac professionnel en trois ans, plus attractif et revalorisé, est censé attirer plus de jeunes dans un niveau plus élevé. Les jeunes devraient donc être plus nombreux mathématiquement à envisager une formation supérieure.

Dans les MFR, la rénovation du bac professionnel a conduit les associations à se recentrer sur leurs projets dans leurs territoires pour transformer la contrainte (que représentait la suppression des nombreuses classes de BEP) en atout.

Le défi est d'importance : conduire une grande partie des jeunes qui choisissaient auparavant la formation BEP vers la réussite au bac et même au BTS.

« Nous voulons changer l'image de l'enseignement et la formation professionnels en Europe et adapter la filière à la réalité d'aujourd'hui. L'enseignement et la formation professionnels font le lien entre le monde de l'enseignement et le monde du travail. Dans le contexte économique actuel, il importe plus que jamais de conjuguer nos efforts pour rendre la filière plus attrayante pour les apprentis, pour les étudiants et pour quiconque désire se remettre à niveau. »

Androulla Vassiliou, Commissaire européenne à l'éducation, à la culture, au multilinguisme et à la jeunesse - juin 2010

Le risque existe de voir augmenter les abandons en cours de formation. L'accompagnement et le travail sur le projet du jeune, au cœur de la pédagogie des MFR, doivent permettre de lever cet obstacle.

En travaillant avec les acteurs du territoire, en se rapprochant des besoins des entreprises et des familles dans des environnements spécifiques à chaque bassin d'emploi, les Maisons familiales accompagnent les jeunes dans des parcours qualifiants (avec des diplômes mais aussi des titres, des mentions, des certificats de qualification professionnelle...) en innovant et en jouant sur la complémentarité entre différents statuts (scolaire, apprentissage, formation continue). La rénovation du bac professionnel a permis de voir la formation sous l'angle plus large que le seul diplôme préparé. Ce changement de posture donne toute sa place à la formation tout au long de la vie. ■

** Les diplômes professionnels sont classés en 5 niveaux : le niveau V correspond au CAP et BEP. Le niveau IV correspond au Bac.*

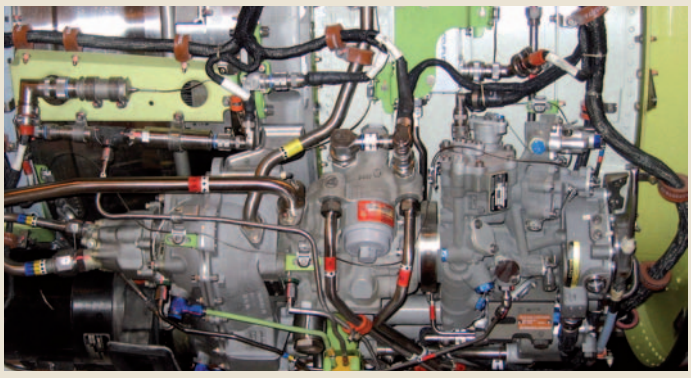
*** Source AFDET - Les assises de la formation professionnelle - novembre 2008.*

LA VOIE PRO

TROIS FILIÈRES DE FORMATION

La voie professionnelle en France a la particularité d'offrir 3 filières de formation complémentaires* : la voie scolaire, la voie par apprentissage et la professionnalisation avec des instances décisionnaires spécifiques : l'Etat, le conseil régional ou les branches professionnelles.

Cette diversité au sein de l'enseignement professionnel en fait sa richesse car il prend en compte des profils de jeunes divers avec des statuts différents (scolaire, apprenti, stagiaire de la formation professionnelle).



■ **La voie scolaire :**
Elle permet à plus de 700 000 jeunes de préparer les diplômes du CAP, BEP, Bac professionnel, BTS à l'Education nationale auxquels il faut ajouter les 170 000 jeunes du ministère de l'Agriculture. Les effectifs ont tendance à stagner. On observe une hausse du nombre d'élèves dans les bacs au détriment du CAP. L'alternance se développe mais les stages restent limités sauf dans les MFR qui mettent en œuvre une pédagogie de l'alternance sous statut scolaire qui permet de passer la moitié du temps de formation en entreprise.

** Source CAS, note de veille n° 169.*

■ **L'apprentissage :**
Il prend aujourd'hui de l'ampleur. 424 700 apprentis passent les mêmes diplômes que dans les lycées professionnels. Ce statut se développe également avec succès dans l'enseignement supérieur.

■ **La professionnalisation :**
Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail en alternance (172 000 stagiaires). C'est un outil pour permettre aux branches professionnelles de répondre aux besoins de formation des entreprises.

Ces différentes voies ne sont pas « étanches ». Les jeunes peuvent, au cours d'une même formation, changer de statut (de scolaire, devenir apprenti par exemple) tout en restant dans le même établissement.

EXPÉRIENCE MFR

EN INDRE-ET-LOIRE, LA RÉFLEXION S'ORGANISE AUTOUR DES SERVICES

Dans les MFR d'Indre-et-Loire, la rénovation du bac professionnel a déclenché un travail particulier autour des formations Services.

Sur les six MFR qui dispensaient des formations Services, cinq accueillaient des jeunes en BEPA et une seule proposait un bac professionnel. La perspective de la rénovation du bac professionnel (qui a démarré en 2011 dans le secteur des Services) a soufflé un vent de panique dans le landerneau des MFR. Devant l'impossible perspective de transformer tous les BEPA en bac professionnel, il restait deux solutions : « réduire la voilure et fermer une Maison familiale ou bien prendre le taureau par les cornes et développer de l'activité », résume le directeur départemental, André Planchenault. Sous la pression, les six MFR Services se rencontrent, il y a trois ans, pour mettre au point une stratégie. Elles décident d'embaucher une chargée de mission, Delphine Mila, sociologue de formation, qui aide les associations à structurer leur réflexion. Elle réalise une étude qualitative sur les besoins auprès des structures employeurs dans les Services dans quatre bassins d'emplois sur la petite enfance, les personnes âgées, les personnes handicapées… Les besoins en formation, nombreux, sont répertoriés et transformés en offres dans un catalogue proposé par la Fédération départementale dans le cadre des formations Services.

FORMATION CONTINUE

Après un colloque qu'elles organisent sur le sujet, où sont présents leurs partenaires et les élus du département, les Maisons familiales décident collectivement de poursuivre le travail engagé avec Delphine Mila pour développer la formation continue auprès des entreprises au sein d'une plateforme. Un site Internet dédié*, destiné aux professionnels du secteur des Services désirant former leurs salariés, a été ouvert pour faciliter la communication.

Les formations sont conduites selon les besoins des territoires dans l'une ou l'autre des MFR ou dans les structures, les moniteurs des différents établissements sont libérés pour l'occasion en fonction des demandes. Les ressources financières sont partagées équitablement. Une convention entre les Maisons familiales est établie, et d'autre part, des conventions sont signées entre les entreprises et la Fédération départementale et les MFR engagées.
« Ce qui est intéressant à travers cet exemple », souligne André Planchenault, « c'est que la transformation du bac professionnel a rendu urgent la nécessité de se recentrer sur les besoins locaux des entreprises, de travailler collectivement et de façon solidaire ». Cette démarche a enclenché une volonté d'utiliser le maillage territorial dont bénéficient les MFR pour être au plus près et répondre positivement aux besoins du secteur des services aux personnes. La légitimité d'exister de toutes les MFR a été reconnue collectivement. Elle a contribué à amener de la sérénité à l'heure de choix difficiles lorsqu'il a fallu décider qui allait pouvoir ouvrir des bacs professionnels.

Dans la négociation avec les autorités administratives, l'attribution des formations est le fruit de négociations subtiles. Au final : 3 MFR proposent la filière complète (de la Seconde à la Terminale) une quatrième propose la Seconde et la Première, la Terminale se faisant dans une autre MFR du réseau. 2 MFR ne proposent pas le niveau IV. C'est le cas par exemple de la MFR de Bourgueil, qui, en compensation de la fermeture de la classe de BEPA, ouvre un CAPA Services en milieu rural qu'elle conduit en parallèle d'un CAP Petite enfance. La MFR de Rougemont, elle, travaille en partenariat avec la MFR de Tours Val de Loire, toute proche, pour assurer la classe de Seconde.

DES PARTENARIATS NOUVEAUX

Cette grande réflexion a provoqué des rencontres et engagé de nouveaux partenariats. Par exemple, la MFR de Tours Val de Loire à Tours (seul établissement du département à conduire le BTS en économie sociale et

Les MFR établissent des partenariats nouveaux dans le secteur des services y compris dans le domaine de la santé où elles vont mettre en place le diplôme d'Etat d'aide-soignant avec la Croix-Rouge.

familiale) intervient dans une formation Diplôme d'État de Conseiller en économie sociale et familiale conduite par La Croix-Rouge et l'Institut du travail social.
Autre exemple, les MFR travaillent sur le projet d'une formation d'aide-soignante financée par le Conseil régional en partenariat avec la Croix-Rouge sur les sites des MFR de Bourgueil et d'Azay le Rideau. L'objectif est de former des jeunes professionnels qui seraient embauchés dans les structures locales du Chinonais. Dans cette formation prévue pour 18 personnes, 7 personnes à qui il manquerait quelques modules pour finaliser leur diplôme (dans le cadre de la VAE) pourraient être intégrées au groupe. D'autres projets émergent toujours pour répondre au mieux aux besoins du territoire. Les MFR démontrent ainsi leur capacité à travailler dans le secteur de la santé en mettant en place des partenariats inédits.
Au bout de 4 ans, les MFR Services, petit à petit, sont entrées dans une nouvelle dynamique, et apprennent chemin faisant, à faire ensemble et avec d'autres. ■

* www.reseau-formation-services.com

EXPÉRIENCE MFR

DES STATUTS DIFFÉRENTS

La pédagogie singulière de l'alternance dans les MFR (50 % du temps de formation se réalise pendant les stages en entreprise) facilite la mixité des statuts des jeunes dans les groupes en formation, le rythme étant, à peu de chose près, le même pour les élèves en alternance scolaire que pour les apprentis ou les jeunes en contrat de professionnalisation. Ceci permet d'envisager un changement de statut au cours de la formation. Les avantages sont multiples. Le passage du statut scolaire au statut de salarié constitue une petite rupture et permet plus d'autonomie aux jeunes, plus de facilités pour les parents (en raison du salaire), et plus de responsabilité.
Ainsi en Basse-Normandie, il est possible par exemple de commencer un bac professionnel agricole sous statut scolaire et de signer en cours de parcours un contrat d'apprentissage pour la Première et/ou la Terminale. Autre exemple dans le Pas-de-Calais, la MFR de Rollancourt qui accueille les élèves en bac professionnel 3 ans dans la filière cheval propose aux jeunes de terminer leur parcours en apprentissage pour la Première et la Terminale.
Encore à Flixecourt, dans la Somme, la MFR propose aux jeunes la possibilité de signer un contrat de professionnalisation. « Il y a des contraintes et des atouts, notamment l'avantage, pour les jeunes de voir reconnaître financièrement leurs aptitudes », explique le directeur de Flixecourt, Dominique Godard. « Cela permet également de créer de l'emploi et de l'embauche. Le contrat de professionnalisation nous donne une liberté d'initiatives très intéressante pour construire des parcours sur mesure dans lesquels les jeunes sont au cœur du dispositif. »

EXPÉRIENCE MFR

DES PARCOURS INDIVIDUALISÉS

Le CFA de la MFR de Sorigny en Touraine est un acteur de la formation reconnu par les professionnels du territoire dans le secteur de la maintenance.

Jusqu'à présent, les jeunes passaient un bac en 4 voire en 5 ans : 2 ans de CAP, 1 an de BEP, 2 ans de Bac pro. « Ce parcours répondait aux exigences du niveau de compétences attendu par les entreprises et à un besoin de maturité pour les jeunes », explique le directeur du CFA, Benoît Bost. « La rénovation du bac professionnel a changé la règle du jeu ». Avec la réforme, le bac professionnel est proposé en 3 ans après la 3e. « La question était la suivante », poursuit le directeur : « Peut-on se résoudre à proposer un unique parcours, de 3 ans qui ne correspond pas aux besoins des entreprises ? Comment accompagner des jeunes pour réussir leur diplôme certes mais surtout, leur insertion professionnelle ? » Le Conseil d'administration et l'équipe ont donc réfléchi sur les parcours proposés aux jeunes.
« Pour répondre à cette question, nous nous sommes recentrés sur les fondamentaux des MFR. Nous recevons désormais chaque jeune avec sa famille et nous étudions son dossier et sa motivation avant de lui proposer un parcours individualisé et adapté. Certains vont entrer en CAP (qui est un point d'ancrage dans le métier) pour envisager ensuite un bac (directement en Première). D'autres vont préparer le bac professionnel avec la possibilité de poursuivre soit en mention complémentaire soit en BTS (dans cette perspective : 2 BTS en maintenance des matériels ouvrent à la rentrée).
« En résumé, le bac professionnel n'aura de valeur qu'au regard du parcours que le jeune aura fait. C'est pourquoi, nous inscrivons le jeune dans un parcours qui donne du sens. Il faut avoir à l'esprit que la réussite amène une dynamique et permet au jeune d'envisager d'aller plus loin ! » ■

Lors d'une table ronde avec les professionnels de la maintenance et les syndicats de branches sur leurs besoins en compétences au CFA de Sorigny.

RENCONTRE

Raoul Cantarel PRÉSIDENT DE L'AFDET DE PARIS

« JE SUIS POUR UN GRAND MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE »

Le Lien. Comment expliquer que la voie professionnelle n'est pas valorisée en France ?

Raoul Cantarel. La population française n'a pas une culture du professionnel. J'ai une anecdote en tête : dans un lycée où on présentait au public la formation « Tailleur de pierres » avec des jeunes d'une grande valeur, des parents sont arrivés en disant : « C'est ici qu'on casse des cailloux ? ».

La voie générale est noble, la voie professionnelle ne l'est pas. Quand on leur parle de la voie professionnelle pour leurs enfants, les parents n'aiment pas.

En Allemagne, les jeunes et les familles choisissent la voie professionnelle portée par les grandes sociétés en ne la méprisant pas. Les entreprises entretiennent également un rapport d'une autre nature avec les jeunes qu'elles forment. Tout l'enjeu des réformes successives de la voie professionnelle, en France, est de tenter de la valoriser.

Le Lien. Quel bilan peut-on faire de la transformation du bac professionnel en trois ans ?

Raoul Cantarel. L'objectif était symboliquement de mettre le bac professionnel sur le même pied que le bac général (préparation en 3 ans). L'idée était intéressante. En France, on passe un bac en 3 ans, un BTS en 2 ans, l'Education nationale est assez rigide et ne conçoit pas les choses autrement.

La volonté de cette réforme était aussi de permettre à 50 % de ces bacheliers de poursuivre des études supérieures en accédant notamment à une formation BTS et pour les meilleurs d'entre eux d'atteindre la licence professionnelle et pourquoi pas le Master. Nous n'avons pas encore suffisamment de recul pour apprécier cette réforme en termes de réussite à l'examen, de parcours possible et d'insertion des jeunes. La question reste posée pour les jeunes qui s'arrêteront en cours de route et sur les parcours qu'on pourra leur proposer.

« POURSUIVRE DES ÉTUDES SUPÉRIEURES »

Concernant les formations par apprentissage, beaucoup de secteurs continuent à développer leurs propres filières : CAP, Brevet professionnel. Nous pouvons d'ores et déjà dire que la réforme n'a pas remis en cause l'existence du CAP qui est indispensable à beaucoup de secteurs professionnels. Certaines branches ont été très opposées au bac professionnel et surtout à la fin des classes de BEP, je pense à la branche de l'hôtellerie-restauration. Les bacs professionnels en apprentissage ne sont pas faciles à conduire en raison du jeune âge des candidats.

« DÉCOUVRIR AUTRE CHOSE »

Il faut noter également qu'il y a eu d'autres réformes qui ont permis de valoriser la voie professionnelle.

Le Lien. À quoi pensez-vous par exemple ?

Raoul Cantarel. Je pense au parcours mis en place au collège pour la découverte des métiers. Ces parcours permettent de découvrir sous un angle positif les métiers que les jeunes ignorent totalement, ensuite de connaître les formations, de rencontrer des entreprises, de visiter les lycées professionnels et leurs plateaux techniques et ensuite de formaliser en fin de 3e, un premier projet. Cela permet à des jeunes qui s'ennuient au collège de découvrir autre chose. Ils comprennent également que pour se former à des métiers, il faut une culture générale et théorique. Un maçon a besoin des maths et de la physique pour travailler.

On peut citer également le développement très intéressant des lycées des métiers qui sont un label donné par les rectorats à des lycées professionnels qui rassemblent un certain nombre de critères (9 en tout) parmi lesquels une offre de formation importante autour d'un projet cohérent de métiers, du CAP à l'enseignement supérieur, le développement de différents statuts, le lien avec les collèges, l'ouverture sur l'Europe, le suivi de l'insertion des jeunes...

Je pense aussi à la mise en place dans les territoires, à leur initiative, de plateformes technologiques qui servent aux jeunes des lycées mais aussi aux PME pour former leurs salariés. Cela concourt au rapprochement capital entre les entreprises et le monde de la formation.

Le Lien. Formation professionnelle, formation technologique, enseignement technique, apprentissage, comment les parents peuvent-ils se retrouver dans ce paysage ?

Raoul Cantarel

- Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale en sciences et techniques industrielles
- Président de l'afdet de Paris
- Conseiller auprès du conseil d'administration de l'afdet
- L'Association Française pour le Développement de l'Enseignement Technique conduit une action de promotion des enseignements technologiques et professionnels, en formation initiale et continue tout au long de la vie. Elle vise à favoriser le partenariat «écoles-entreprises», adapter l'enseignement technique et les formations professionnelles aux besoins des entreprises et de l'économie, développer la culture technologique dans la formation générale, assurer à chaque jeune une première insertion professionnelle en vue d'une orientation positive, donner à la voie des métiers toute sa valeur d'excellence et de réussite.

Raoul Cantarel. L'enseignement technique englobe la voie technologique et la voie professionnelle. Cet ensemble est régi par le ministère de l'Education nationale, on retrouve ces formations dans les lycées généraux et professionnels. Je ne parle pas, bien sûr, de l'enseignement agricole, qui est un modèle à part qui a toute son originalité et sa richesse. Ce qui rend les choses ambiguës, c'est la place de l'apprentissage et ce qu'on appelle en France la formation professionnelle. L'apprentissage relève de l'enseignement professionnel initial mais les jeunes signent un contrat de travail ! Ce n'est pas simple. Et ce qui complique encore les choses c'est que ce qu'on appelle formation professionnelle en France relève des lois de la formation continue et des mesures de lutte contre le chômage des jeunes. C'est pourquoi je pense qu'il serait très intéressant de créer un grand ministère de la formation professionnelle qui rassemblerait, les lycées professionnels, les centres de formation d'apprentis et la formation tout au long de la vie, avec une mixité des publics, une meilleure lisibilité pour tout le monde et un financement de l'apprentissage remis à plat.

> « UN RAPPROCHEMENT CAPITAL ENTRE LES ENTREPRISES ET LA FORMATION »

Le Lien. Quelle place entre l'État et les régions ?

Raoul Cantarel. Il est normal que l'Etat fournisse un cadre général. Les régions sont les financeurs, il est logique qu'elles réclament de s'occuper de la formation professionnelle. Ce qui m'inquiète un peu aujourd'hui, c'est que personne parmi les candidats à la présidentielle ne porte un projet pour l'enseignement professionnel. C'est notre rôle de les sensibiliser à cette question.

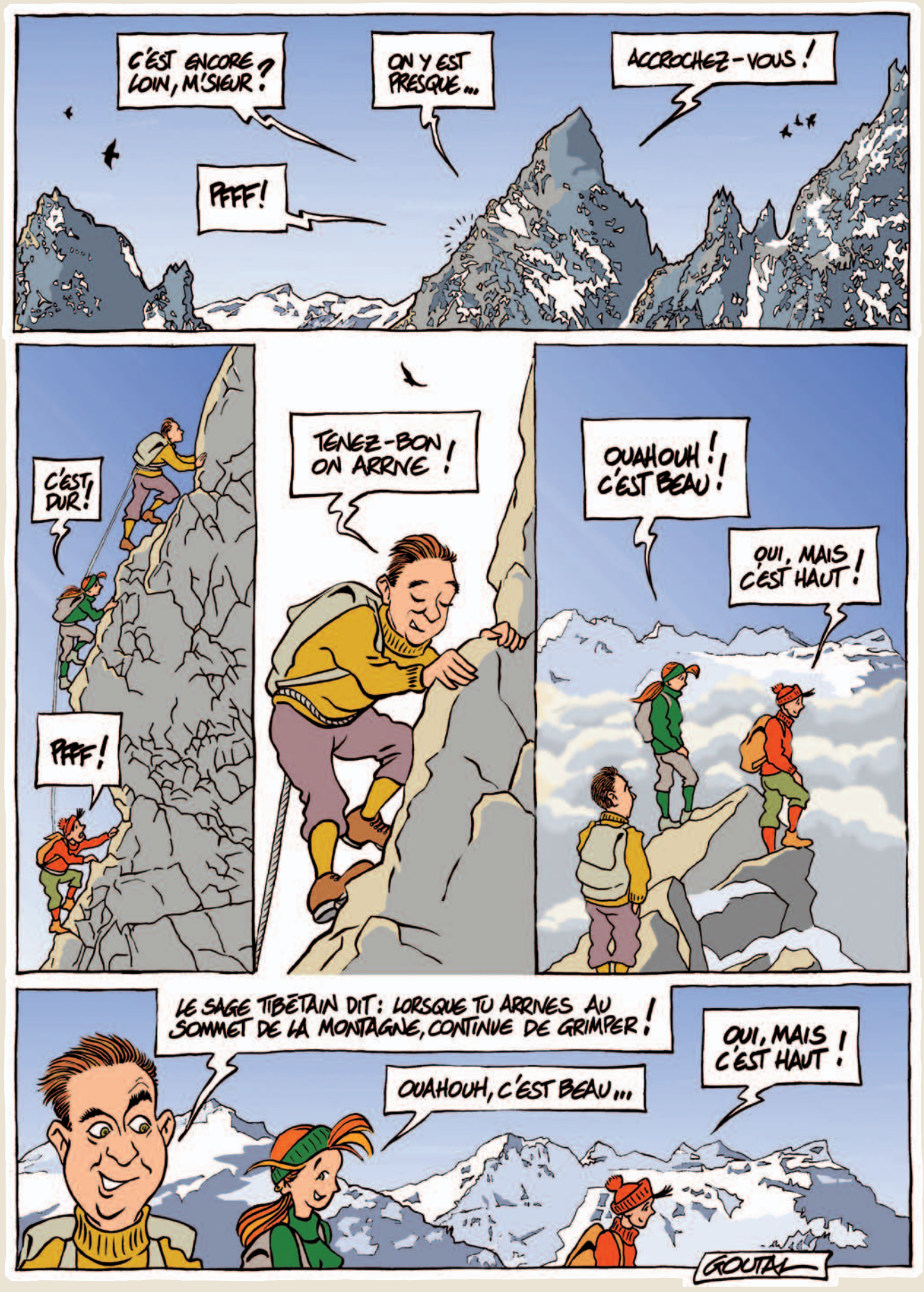
Le Lien. Est-ce que l'accent mis sur l'apprentissage est de nature à valoriser la voie professionnelle ?

Raoul Cantarel. On parle beaucoup de l'apprentissage mais il faut parler de la qualité de l'apprentissage. Il existe une pédagogie spécifique. L'entreprise doit rester première. On n'écoute pas assez les entreprises en France. Quand je dis cela, je pense aux TPE et PME*, celles qui créent des emplois. Il faut que l'Education nationale fasse davantage une place au monde économique.
Enfin l'apprentissage se développe au niveau supérieur. S'agit-il de la même chose ? Un apprenti ingénieur dans une grande entreprise va conduire un projet pendant 6 mois. Ce n'est pas le cas des niveaux comme le CAP ou le bac professionnel. Je pense qu'il faudrait se recentrer sur ces formations et ne pas aborder le sujet sous l'angle des charges dont sont dispensées les entreprises mais de l'accompagnement qu'il nécessite pour les jeunes. ■

(Propos recueillis par Sabine Berkovicius)

* TPE et PME : Très petite entreprise (moins de 20 salariés) et Petite et moyenne entreprise (entre 20 et 250 salariés).

PREMIER DE CORDÉE... PAR GOUTAL


C'EST ENCORE LOIN, M'SIEUR ?
ON Y EST PRESQUE...
ACCROCHEZ-VOUS !
PFFF !
C'EST DUR !
PFFF !
TENEZ-BON ON ARRIVE !
OUAHOUH ! ! C'EST BEAU !
OUI, MAIS C'EST HAUT !
LE SAGE TIBÉTAIN DIT : LORSQUE TU ARRIVES AU SOMMET DE LA MONTAGNE, CONTINUE DE GRIMPER !
OUAHOUH, C'EST BEAU...
OUI, MAIS C'EST HAUT !
GOUTAL

LES MÉTIERS DE L'HORTICULTURE ORNEMENTALE

La passion des plantes

L'horticulture ornementale comprend la culture des fleurs, la production de plantes en pots, de fleurs coupées, de pépinières et de bulbes. L'horticulture est une activité de l'agriculture qui réclame beaucoup d'investissements en capitaux (la culture des fleurs se fait essentiellement sous serres) et en main-d'œuvre (l'un des secteurs très employeurs de main-d'œuvre en agriculture). Les produits français couvrent à peine 50 % de la demande nationale. Les importations sont importantes dans ce secteur et la concurrence est forte .

L'horticulture est étymologiquement la culture des plantes dans un jardin. Souvent confondue avec la culture des fleurs, l'horticulture couvre en réalité 4 branches : la floriculture (les fleurs), la pépinière (arbres et arbustes d'ornement d'extérieur), le maraîchage (les légumes) et l'arboriculture (les fruits).
Le diplôme du BTSA ainsi que celui du nouveau bac professionnel rénové regroupent désormais les 4 branches, le CAP affiche encore des spécificités qui disparaîtront quand il sera à son tour toiletté. L'avantage pour les jeunes est qu'ils bénéficient d'une palette de métiers plus large et acquièrent ainsi une

LES CHIFFRES CLÉS

- **L'horticulture ornementale comprend la culture de fleurs et de feuillages coupés, de plantes en pot et à massif, de pépinières et de bulbes.**
- **Elle représente 1,6 % du nombre total d'exploitations agricoles.**
- **Elle rassemble 5 000 entreprises de production sur 18 300 hectares.**
- **Le secteur génère 150 000 emplois directs et indirects, ainsi qu'un chiffre d'affaires d'environ 9 milliards d'euros.**

SOURCE FRANCEAGRIMER

PHOTO MFR UZÈS (30)

LES POINTS DE VENTE

- **Les horticulteurs**
- **Les jardineries spécialisées**
- **La vente par correspondance**
- **Les hypermarchés, supermarchés, grands magasins et grandes surfaces de bricolage**
- **Les achats sur les marchés et les foires**
- **Les fleuristes et les grainetiers**

(FRANCEAGRIMER 2011)

PHOTO MFR CHARGEY-LES-GRAY (70)

témoignage /// JULIEN COUETTE
JEUNE HORTICULTEUR À VELAUX

“ BIENTÔT INSTALLÉ ”

J'ai fait à la MFR de Lambesc, un BEPA en horticulture, quelques mois d'un bac STAV, 8 mois d'interruption à travailler dans une exploitation d'oliviers, puis un Bac professionnel et encouragé par mon moniteur, un BTSA ! J'ai 23 ans. J'ai mûri mon projet petit à petit. Je suis aujourd'hui en phase d'installation, je reprends une partie de l'exploitation maraîchère de mes parents (2 hectares et demi) à laquelle j'ai ajouté 5 hectares d'oliviers. Je vends ma production sur l'exploitation. ■

plus grande polyvalence.
Les jeunes qui choisissent ce secteur ont tous une attirance pour les métiers de la nature et une passion pour les plantes. Il s'agit de faire pousser des végétaux, quels qu'ils soient, en pleine terre ou hors-sol en respectant un cycle plus ou moins long. Il faut jongler avec le climat et travailler en harmonie avec le cycle des saisons. Le travail est très technique et polyvalent. Il demande un grand sens de l'observation pour permettre à la plante de s'épanouir dans de bonnes conditions. L'horticulteur est un technicien qui suit l'évolution des végétaux depuis leur mise en culture jusqu'à la récolte. Le métier exige qu'il s'intéresse également à l'aspect commercial soit en vente directe (sur place ou sur les marchés) ou en lien avec des jardineries ou des paysagistes. Il a alors une activité de conseil au particulier ou au professionnel.
C'est au secteur de l'horticulture ornementale que nous intéressons ici.
Les jeunes peuvent choisir après la 3e de faire un CAPA. Les élèves au cours de la formation et grâce aux stages prennent confiance. « Le pourcentage de réussite au diplôme est élevé » explique Christian Gallet, moniteur à Lambesc dans les Bouches-du-Rhône. Il est possible de s'insérer sur le marché du travail comme ouvrier horticole. Les exploitations sont gourmandes en main-d'œuvre. Sous la responsabilité du chef de culture ou d'exploitation, l'ouvrier horticole prépare et met en place les cultures. Il effectue les semis et les plantations, multiplie les végétaux. Il surveille le bon développement des plantes, les nourrit, les protège des maladies, taille, désherbe... Et participe à la commercialisation.
Après le CAPA, une partie des jeunes fait le choix de poursuivre en bac professionnel. Les élèves rejoignent alors, sans problème, ceux qui sont entrés directement en Seconde après la 3e.
Après le bac, l'insertion sur le marché du travail est bonne. Les jeunes sont embauchés dans les entreprises comme ouvriers spécialisés. Ils peuvent devenir avec l'expérience chefs d'équipe et chefs de culture. Ils organisent l'ensemble de la production, répartissent le travail des ouvriers horticoles

témoignage /// DIDIER FALGUÈRES
HORTICULTEUR À LES PENNES-MIRABEAU

“ FORMER LES JEUNES, UN ÉTAT D'ESPRIT ”

Pourquoi prenez-vous des stagiaires de la MFR de Lambesc ?
Didier Falguères : Nous faisons des plantes en pots fleuries. Je souhaite faire revivre mon parcours aux jeunes tout simplement. J'essaie de leur montrer la vérité de notre métier, ce que c'est qu'une plante, qu'on ne s'arrête pas à un rempotage... J'ai eu un parcours tellement riche grâce à mes maîtres de stage !
Avez-vous une préférence pour un niveau de formation ?
Didier Falguères : De la 4e au BTS, je fais découvrir le métier à tous ceux qui sont intéressés. Il y a beaucoup de facettes. Nous intégrons les jeunes avec nous : ils comprennent qu'ils doivent réfléchir, observer, se bouger, se servir de leurs mains. Nous sommes un exemple parmi d'autres, ouvert à toutes les questions !
Vous arrive-t-il d'embaucher des anciens stagiaires ?
Didier Falguères : 7 de nos employés sont des anciens stagiaires. Quand on a une place disponible, ils sont prioritaires, bien sûr ! Mais ce n'est pas le but premier ! ■

témoignage /// EDOUARD CADE, PÉPINIÉRISTE À ARPAILLARGUES

“ PLACE À L'INNOVATION ”

Paysagiste anglais à Londres, Edouard Cade a choisi de quitter la ville pour s'installer dans un village à côté d'Uzès dans le Gard.

« J'ai commencé la pépinière avec un champ à côté de ma maison. Mon objectif était de démarrer en bio. Pour moi il est normal de faire pousser les plantes sans chimie. J'ai voyagé en Australie et en Nouvelle Zélande en faisant du « wwofing », c'est-à-dire que je travaillais dans des fermes biologiques en échange de la nourriture et de l'hébergement. Cela a permis un échange de savoirs et un partage des connaissances pour développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Cela réclame plus d'exigence en travail, plus de main-d'œuvre pour avoir la même efficacité mais cette pratique est meilleure pour la santé, pour moi-même, pour la nature et pour les consommateurs. C'est le choix que j'ai fait.

Je fais pousser des plantes adaptées au climat méditerranéen : des plantes aromatiques comme le thym ou la lavande, des plantes médicinales pour faire des tisanes... Je fais également des plants de légumes. La production est vendue sur place ou sur les foires aux plantes. Je suis en attente d'une place au marché d'Uzès.

Je réfléchis aussi à la façon d'économiser l'eau. Je n'utilise pas de goutte à goutte par exemple, j'essaie de ne pas arroser. J'utilise des copeaux de bois, le paillage. Je fais de la recherche également sur le compost. Actuellement j'utilise le lombricompost, c'est un engrais naturel qui est fabriqué par les vers de terre.

Ce qui me plaît dans ce métier, c'est que l'on peut innover. Par exemple, je suis désolé de voir les quantités de plastique qui sont jetées à la déchetterie. C'est pourquoi je fais pousser les plants dans des pots en fibre de bois que les clients peuvent mettre en terre directement. De la même façon, nous avons le pouvoir de faire évoluer les idées des clients. Par exemple, est-il judicieux dans le sud de la France, de vouloir un beau gazon anglais ? Il faut avoir les armes pour persuader les clients qu'on peut avoir un autre jardin avec d'autres plantes adaptées au climat.

J'accueille maintenant des élèves stagiaires en formation à la MFR d'Uzès. Ils m'apportent une autre façon de faire, d'autres techniques. C'est un échange très intéressant que j'apprécie beaucoup ! » ■

et l'encadrent. Ils participent aux travaux, vérifient chaque jour l'état de santé des végétaux et améliorent les techniques de production. Enfin, le chef de culture horticole prend part à la gestion de l'entreprise : il participe au choix des variétés produites, organise la récolte, le conditionnement et participe à la commercialisation.

L'installation dans le secteur de l'horticulture notamment florale n'est pas aisée car elle demande beaucoup d'investissements en foncier et en équipement (tunnel, serres, matériels). Le BTSA est cependant un atout pour passer le pas.

Le chef d'exploitation a la liberté de pouvoir choisir de produire parmi une très large quantité de végétaux. Mieux vaut s'investir dans une culture que l'on aime. Le chef d'exploitation fixe les objectifs et la stratégie de l'entreprise : il choisit les types de production, innove, expérimente des méthodes pour lutter contre les ravageurs, raisonne l'utilisation de l'eau et la fertilisation, décide des investissements à réaliser, participe aux travaux, assure la gestion de l'entreprise et effectue également les démarches commerciales liées à la vente des produits ou à l'achat des matières premières.

Malgré la forte concurrence des pays étrangers, notamment dans le domaine des fleurs coupées, le secteur recherche des salariés compétents. Le secteur du paysage et la passion des Français pour le jardin et les espaces verts sont en croissance et profitent aussi au secteur de l'horticulture.

S.B. ■

Avec la participation des MFR de Lambesc (13) et Uzès (30)

FORMATIONS en MFR

LES MÉTIERS DE L'HORTICULTURE

Le mouvement des MFR prépare les certifications suivantes :

- **CAPA** Productions horticoles options : Pépinières / Productions florales et légumières / Productions fruitières
- **Seconde pro** Productions végétales - Agroéquipement/ Horticulture
- **Bac pro** Productions horticoles
- **BTSA** Production horticole
- **Licence pro** Responsable qualité dans les filières fruits et légumes
- **BPA** Travaux des productions horticoles

28 établissements du réseau des MFR préparent à ces métiers :

- MFR Montluel (01)
- MFR Lambesc (13)
- MFR Triac-Lautrait (16)
- MFR Cravans (17)
- MFR Anneyron (26)
- MFR Lesneven (29)
- MFR Plabennec (29)
- MFR Uzès (30)
- MFR La Sauve-Majeur (33)
- MFR Saint-Grégoire (35)
- MFR Machecoul (44)
- MFR Orléans (45)
- MFR Bias (47)
- MFR Chalonnes sur Loire (49)
- MFR Coutances (50)
- MFR Pré-en-Pail (53)
- MFR Cerisy-Belle Etoile (61)
- MFR Chessy-les-Mines (69)
- MFR Chargey-les-Gray (70)
- MFR Verneil le Chétif (72)
- MFR Bonne (74)
- MFR Yzengremer (80)
- MFR Monteux (84)
- MFR Mareuil sur Lay (85)
- MFR Gron (89)
- MFR Le Tampon (Réunion)
- MFR Ravine-des-Cabris (Réunion)
- MFR Saint-André (Réunion)

EN SAVOIR +

- www.mfr.asso.fr
- www.onisep.fr
- www.fnphp.com

LE CHIFFRE

1 sur 5

jeunes de l'enseignement agricole est inscrit en 4e ou 3e. À l'occasion d'une journée consacrée à ce thème, l'Observatoire national de l'enseignement agricole a conforté l'existence de ces classes de 4e et 3e.

www.chlorofil.fr

HARCÈLEMENT

Des outils pour prévenir

La campagne nationale contre le harcèlement vise un objectif clair : lever le tabou et mobiliser les élèves et l'ensemble de la communauté éducative (parents, formateurs, chefs d'établissement, conseillers principaux d'éducation, infirmières scolaires...) pour faire de la lutte contre le harcèlement à l'école « l'affaire de tous ». Le harcèlement se caractérise par la soumission d'un élève à des comportements agressifs et humiliants par un ou plusieurs élèves. 10 % des collégiens souffrent de ces pratiques dont les conséquences peuvent être dramatiques.
Le cyber-harcèlement se développe également. Les insultes, les intimidations, les humiliations ne sont pas différentes du harcèlement traditionnel mais les messages répétés (msn, textos et appels sur mobiles, réseaux sociaux) sont reçus sans instant de répit, y compris chez soi. Dans tous les cas, l'intervention des jeunes et des adultes est nécessaire pour que cesse le harcèlement. ■

Appel national « Stop Harcèlement » : 0808 80 70 10

Des experts du cyber-harcèlement répondent aux questions sur « net écoute » : 0820 200 000

Un site : Agircontreleharcelementalecole.gouv.fr

APPRENTISSAGE

Étudiant des métiers

Les jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation âgés de moins de 26 ans peuvent désormais bénéficier d'une carte d'étudiant des métiers. Elle leur donne le droit d'accéder au restaurant universitaire, au logement social étudiant et permet d'obtenir un certain nombre de réductions (cinéma, théâtre, activités sportives...). Elle est délivrée par les Centres de formation d'apprentis (CFA). ■

EUROPE / EMPLOI / MÉTIERS / FILIÈRES / SECT

STAGES À L'ÉTRANGER

Dans toutes les régions, des fédérations ou des MFR envisagent des stages et des échanges professionnels avec d'autres pays européens. Elles ont déposé des dossiers Leonardo pour bénéficier d'une aide financière pour que plus de 2500 jeunes puissent vivre une expérience de mobilité. Les résultats sont attendus en mai 2012.

CRÉDITS D'APPRENTISSAGE

L'ECVET (Système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels) est « un cadre méthodologique commun qui facilite le transfert des crédits d'apprentissage d'un système de certification à un autre ». Autrement dit, il doit améliorer la « compatibilité » entre les différents systèmes de certification européens. Son objectif est de permettre aux citoyens européens d'obtenir plus facilement la reconnaissance de leurs formations, de leurs compétences et de leurs savoirs dans un autre État membre. Dans le cadre de la recommandation européenne relative à ce dispositif, les Chambres françaises de commerce et d'industrie et le ministère de l'Education nationale ont été mandatées pour assurer l'information, la promotion et la mobilisation des acteurs de la formation

CUMA : SALON AUX CHAMPS DANS LA MANCHE

Le Salon aux champs qui s'est tenu dans le sud de la Manche est une vitrine nationale du réseau des CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) de l'Ouest. Les jeunes de la MFR de Mortain dans la Manche ont été sollicités pour conduire des enquêtes auprès de leurs maîtres de stage, parents, voisins agriculteurs sur leurs choix de mécanisation actuels et à venir et sur la réflexion conduite lors du dernier investissement. Avec la Chambre d'agriculture, les jeunes ont également enquêté sur la consommation de carburant et présenté les possibilités d'amélioration.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Entraînement en ligne

La sécurité routière est intégrée à l'enseignement du primaire au secondaire. Les attestations scolaires de sécurité routière (ASSR) de niveaux 1 et 2 se passent au collège et font partie du socle commun (compétences sociales et civiques). Elles sont nécessaires pour passer le brevet de sécurité routière obligatoire pour conduire un cyclomoteur à partir de 14 ans. L'ASSR de niveau 2 est obligatoire pour s'inscrire au permis de conduire. Pour préparer ces attestations, les jeunes peuvent s'entraîner en ligne à l'adresse suivante : preparer-assr.education-securite-routiere.fr ■

ÉVALUATION PISA

Investir dans la formation

Lors de la journée organisée par l'Observatoire national de l'enseignement agricole, un expert de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) a souligné, à l'aune des enquêtes PISA*, que l'échec scolaire n'est pas une fatalité et que la diversité sociale n'est pas un handicap. Les pays qui ont mis en place des politiques pour améliorer leur système ont réussi en dix ans à inverser les tendances. Le facteur principal de réussite semble être l'investissement dans la formation des enseignants (pédagogique notamment) dont le métier doit être valorisé. L'enseignant doit savoir adapter sa pédagogie au niveau des élèves. Dans les systèmes d'éducation les mieux classés, les jeunes redoublent peu. La France qui fait très bien réussir un tiers des élèves seulement et qui voit augmenter l'échec scolaire doit réfléchir à une autre politique pour mieux prendre en charge les difficultés des jeunes. Une condition pour améliorer son classement. ■

*Programme international pour le suivi des acquis des élèves

APPRENTIS EN FORMATION BOIS

L'observatoire du métier de la scierie* a interrogé une centaine d'apprentis âgés de 16 à 21 ans sur leurs représentations de la formation et la place des adultes qui les entourent. Ils sont tous en formation CAP et BP au sein d'une antenne CFA d'une Maison familiale du Rhône, spécialisée dans les métiers du bois : scierie, construction bois, menuiserie.

Il ressort de l'enquête une image positive pour l'apprentissage. Deux jeunes sur trois éprouvent même de la fierté d'être apprentis au point de le recommander à leurs amis.

85 % sont venus par choix : apprendre un métier est la première motivation (80 %). Le fait de quitter le système scolaire traditionnel ou de recevoir de l'argent viennent loin derrière. On peut noter d'ailleurs que le salaire des CAP ne rend pas les jeunes autonomes par rapport à leurs parents contrairement au niveau supérieur du Brevet professionnel (mieux rémunéré).

Les deux tiers trouvent que l'apprentissage est une chance. Il permet de renforcer la confiance en soi et aide à préparer l'avenir mais il demande également beaucoup de rigueur. La formation au Centre de formation d'apprentis (CFA) est jugée nécessaire pour 63 % des jeunes.

La moitié des jeunes voit le maître d'apprentissage comme un pédagogue qui leur apporte un soutien. La famille également est perçue comme un soutien notamment financier. ■

** L'observatoire du métier de la scierie a pour mission d'échanger sur des pratiques et de recueillir des expériences. C'est aussi un outil de veille pour analyser et comparer les vécus et les problématiques des acteurs de la première transformation du bois et de leurs partenaires. Il a été créé à l'initiative de Maurice Chalayer, moniteur à la MFR de Lamure-sur-Azergues dans le Rhône en 2003, soutenu par une quarantaine de professionnels.* **www.chalayer-scierie.chez-alice.fr**

EURS PROFESSIONNELS / ...

professionnelle en organisant un séminaire national. L'UNMFREO a été associée à la préparation de cette manifestation.

ERASMUS POUR TOUS

À l'horizon de 2014, le programme Erasmus pour tous remplacera à lui seul sept programmes actuels (Erasmus, Leonardo da Vinci, Comenius et Grundtvig et les programmes de coopération internationale), le programme « Jeunesse en action » et réunira tous les mécanismes européens et internationaux actuellement mis en œuvre pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport. Les fonds alloués au développement des connaissances et des aptitudes professionnelles devraient fortement augmenter.

PRÉVENTION DANS LES MÉTIERS DU CHEVAL

Depuis deux ans, la MFR de Pouancé dans le Maine-et-Loire travaille en collaboration avec la Mutualité sociale agricole (MSA) sur la prévention et la sécurité dans le milieu des courses pour réduire le nombre d'accidents graves. Un dossier a été élaboré avec les professionnels pour les sensibiliser à la nécessité d'entretenir une bonne condition physique mais aussi de travailler sur plusieurs aspects techniques, formation, protections individuelles, organisation des bâtiments… Ce travail a été présenté lors de tables rondes, fin mars. Une démarche intéressante qui pourrait être étendue à d'autres secteurs professionnels qui présentent des risques importants comme les « jardins espaces verts » ou « la charpente » par exemple.

EN BREF

LES FRANÇAIS JUGENT LA JEUNESSE

Un sondage Ipsos/Logica Business Consulting pour Le Monde a interrogé les Français cet automne sur ce qu'ils pensent de la jeunesse. Ils ont dressé un portrait peu charitable des jeunes qu'ils jugent égoïstes (63 %), paresseux (53 %) et intolérants (53 %). Cette jeunesse est perçue comme « différente » et l'incompréhension est forte. Les Français reconnaissent par ailleurs que les jeunes vivent dans un contexte économique et social plus dur qu'auparavant. Huit Français sur dix (81 %) pensent qu'il est difficile d'être un jeune aujourd'hui, notamment dans trois domaines : l'emploi, le logement, le pouvoir d'achat. Seule, la situation dans le secteur des loisirs est épargnée et semble être plus facile.
www.ipsos.fr

STREAMING OR NOT STREAMING

Le « streaming » (de l'anglais « stream » qui veut dire « courant », « flux ») est une pratique très courante sur Internet qui permet la lecture en ligne de contenus (musique, films…) au fur et à mesure sans avoir besoin de télécharger au préalable le document dans son intégralité. Le flux continu gratuit et illimité est contesté notamment en raison de la mise à disposition d'œuvres soumises à des droits d'auteurs. Alors que les Etats-Unis ont fermé d'autorité le plus gros site de streaming, l'industrie du film en France notamment s'interroge sur la façon de mettre fin à cette pratique.

GÉNÉRATION

Les « Y » : qui sont-ils ?

2012 sera-t-elle l'année de la génération Y ? Rien à voir avec les chromosomes ! Y est le nom de code pour désigner la génération des moins de 30 ans !

© G. Poznyakov - Fotolia.com

D'où vient donc ce nom étrange ? Les hypothèses sont multiples : jeu de mots sur la lettre « y » qui se prononce [wai] en anglais comme « Why » qui veut dire « pourquoi » pour qualifier la génération qui ne veut pas faire des choses dont elle ne comprend pas le sens. Il s'agit peut-être plus sûrement de ce que la génération précédente a été désignée comme X, ceux de la « bof génération » qui ont 40 ans aujourd'hui. Elle est donc la génération suivante, dans l'alphabet également.
Cette génération se caractérise par le fait qu'elle a grandi avec les nouvelles technologies. Ces enfants du net qui sont nés avec les jeux vidéo, les réseaux sociaux et les écrans en tous genres, que les Américains appellent également les « Digital natives » n'ont pas tout à fait le même regard sur les choses et les valeurs. Les études montrent que ces jeunes adultes ont surtout à affronter une société en crise où l'individualisme est roi. Le « Y » est condamné à inventer un style de vie adapté pour trouver des solutions aux problèmes de logement et de précarité. Les candidats aux différentes élections ne pourront pas faire l'économie de mettre cette jeunesse au cœur de leurs propositions. ■

1993 : le concept de Génération Y naît dans le monde du marketing.

2003 : le concept est adapté au monde de l'entreprise dans le management et les ressources humaines. Publication de la « Génération Why » de Eric Chester.

2012 : le grand public découvre la Génération Y.

SOURCE : WWW.GENERATIONY20.COM

RECENSEMENT

Croissance démographique

La France continue sa croissance démographique au même rythme que ces dernières années grâce à l'excédent de naissances sur les décès (bilan annuel de l'INSEE 2011).
Avec 2,01 enfants par femme, la France se situe juste derrière l'Irlande (la moyenne européenne est à 1,59). Malgré ce taux élevé, on ne permet pas cependant le renouvellement des générations.

© Adisa - Fotolia.com

Les Françaises continuent à reculer l'âge de leur première grossesse. « La part des mères qui accouchent entre 30 et 34 ans est passée de 26 % en 1991 à 33 % en 2011 et celle des mères âgées de 35 ans ou plus de 13 % à 22 %. Accoucher à 40 ans ou plus est une situation deux fois plus fréquente qu'il y a vingt ans », rapporte l'INSEE. Le nombre de mariage poursuit sa baisse. L'espérance de vie continue de s'allonger alors que recule la mortalité infantile à 3,5 pour 1 000. Au 1er janvier 2012, les personnes de plus de 65 ans représentent 17,1 % de la population. Le recensement 2012 concernera un échantillon de 9 millions de Français. ■

Un nouveau sommet pour la Terre

En juin 2012, le Brésil sera à nouveau la capitale du développement durable. Vingt ans après le Sommet de la Terre, « Rio + 20 » donnera à tous les pays du monde, l'occasion de relever les défis posés par la pauvreté et l'environnement sur une planète de plus en plus peuplée.

© Audioslave - Fotolia.com

L'Assemblée générale des Nations Unies a décidé l'organisation d'une Conférence des Nations Unies pour le développement durable, à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. L'occasion de penser à l'avenir que nous voulons pour le monde dans vingt ans. Sept domaines prioritaires ont été ciblés (lire ci-contre) pour évaluer les progrès vers un développement durable, qui est, rappelons-le « un développement qui permet d'offrir, dès aujourd'hui, un niveau de vie convenable à chacun d'entre nous, sans compromettre l'avenir des générations futures ». Comment aider les populations à sortir de la pauvreté tout en protégeant l'environnement ? La question de l'énergie et des ressources naturelles est au cœur de la réflexion.

Les représentants du monde entier, le secteur privé, des scientifiques, des universitaires, des Organisations non gouvernementales, des militants de la société civile, des syndicats et des mouvements de jeunesse seront présents.

En attendant, chacun peut participer à la conversation mondiale sur un site en partageant sa vision du monde pour alimenter le débat et la réflexion. ■

www.uncsd2012.org

Des axes prioritaires

1. **L'emploi : la lutte contre la pauvreté par le biais d'emplois verts et la promotion de l'inclusion sociale.**
2. **L'énergie : l'accès à l'énergie et le développement des énergies renouvelables pour réduire la quantité de carbone émise.**
3. **Les villes : l'urbanisation doit s'accompagner d'une réflexion sur le transport, le logement, l'énergie, l'eau, les déchets…**
4. **L'alimentation : la promotion de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable.**
5. **L'eau : la question cruciale de l'accès à l'eau et de sa gestion rationnelle.**
6. **La gestion des océans et la protection de la biodiversité.**
7. **Catastrophes : L'amélioration de la prévention des catastrophes.**

LE CHIFFRE 10%

de déplacements quotidiens à vélo à l'horizon de 2020, c'est l'objectif visé par le premier plan national vélo présenté en janvier dernier. C'est le début d'une prise de conscience de l'intérêt pour le vélo qui pourrait devenir un mode de déplacement plus courant. Même si le parc de vélos est important (26,4 millions), les Français doivent changer leurs habitudes : seuls 3 % des trajets quotidiens sont effectués à bicyclette alors que la moitié des déplacements font moins de 3 kilomètres ! Quelques mesures ont été annoncées comme le développement des pistes cyclables, le marquage des vélos pour lutter contre le vol, l'instauration d'un nouveau panneau de signalisation qui permettra aux vélos de tourner à droite malgré le feu rouge. ■

TELEX

Santé Les Français ont toujours confiance dans leur système de santé, d'après une enquête Ipsos/Cabinet Deloitte. Les deux tiers des personnes interrogées estiment cependant que ce système est coûteux. Elles s'inquiètent de leur capacité à faire face à leurs propres dépenses.

Cerveau Les études scientifiques sur le cerveau montrent que les garçons et les filles ont des aptitudes comparables. De quoi mettre au placard tous les clichés sur les capacités différenciées des filles et des garçons. Tout est question d'apprentissage !

Consommation Une nouvelle étiquette « sans OGM » va voir le jour en juillet dans les rayons des supermarchés. Elle ne concernera que les produits pour lesquels il existe un équivalent OGM. En Europe, sont concernés le maïs, le colza, le coton, la betterave sucrière, le soja.

Eau Accès, assainissement, changements climatiques, sécurité alimentaire… Le 6e forum de l'eau qui s'est tenu à Marseille en mars dernier a balayé ces différents thèmes en 250 conférences pour que « le droit à l'eau », reconnu il y a un an par 189 Etats au sein de l'ONU, devienne une réalité.

>BILLET D'HUMEUR

Brèves de campagne

La campagne électorale bat son plein en France… Même punition pour nos cousins américains. L'époque est donc propice aux revendications. Une brève publiée le 4 mars 2012 sur le site du Monde nous en apporte la preuve : le très sérieux Institut américain de la moustache réclame une déduction fiscale de 250 dollars pour frais d'entretien de ces poils faciaux. Une mesure tirée par les cheveux me direz-vous ? « Il n'y a pas mieux que l'humour » estime leur porte-parole qui constate encore que les Etats-Unis n'ont eu que 9 présidents barbus ou moustachus sur 43. Et chez nous, combien de candidats à la fonction suprême portent la moustache ? Malheureusement aucun !

Soyons inventifs et réclamons : un crédit d'impôt pour que les SDF puissent faire isoler leur domicile, une prime pour les footballeurs qui accepteraient de ne pas s'expatrier en Suisse, le droit à une Free box gratuite dans tous les foyers, la protection des moineaux parisiens en voie d'extinction… Suivons attentivement toutes les décisions prises. Pesons sur le cours des choses. Par exemple, après le triangle de sécurité et le gilet jaune fluo qu'il nous faut porter avec élégance lors d'un incident technique, il va être obligatoire d'avoir un éthylotest dans chaque automobile. Au risque de paraître présomptueux, il s'agit là d'une demi-mesure. Si j'étais ministre de la République, j'imposerais également la présence d'une bouteille de vin - de qualité - dans les voitures. Chaque automobiliste doit être en capacité de vérifier le bon fonctionnement de son éthylotest ! Après avoir bu sa bouteille, préalablement ouverte avec le tire-bouchon rendu obligatoire par décret publié au J.O., le conducteur pourra ainsi étalonner exactement son éthylotest. La sécurité routière en sera immanquablement renforcée. Il faut avoir le courage de ses opinions et prendre des mesures bonnes pour le pays. J'obligerais aussi à stocker dans le coffre une conserve de cassoulet pour le cas où le véhicule serait immobilisé en rase campagne loin de tout secours afin de se sustenter, quelques comprimés d'aspirine qui peuvent toujours servir, une cape de pluie, un bob pour le soleil et pourquoi pas - car il n'y a aucun sujet tabou lorsqu'il s'agit de protéger l'intégrité du citoyen - une boîte de préservatifs !

Enfin, je ne peux passer sous silence la consécration venue de cette Amérique qui, décidément, nous montre la voie. The Artist, film de Michel Hazanavicius avec Jean Dujardin et Bérénice Bejo, a récolté des myriades de récompenses. Un film en noir et blanc et muet ! Comme quoi l'adage « Il vaut mieux fermer sa gueule et… que de l'ouvrir » mérite d'être médité…

Le pilier de bar de service ■

TECHNOLOGIE

Ardoise ou tablette ?

L'« ardoise » est désormais le mot officiel pour désigner le dernier gri-gri à la mode : « l'ordinateur portable et ultraplat qui se présente comme un écran tactile et qui permet notamment d'accéder à des contenus multimédias ». Sic ! Vous avez reconnu l'Ipad ou son équivalent, que possèdent déjà 46 millions de personnes dans le monde ! La commission spécialisée de terminologie et de néologie chargée de trouver des équivalents français à tous les mots étrangers utilisés dans le langage courant (publiés au journal officiel) a aussi accepté le terme de « tablette tactile » ! ■

MÉDIAS

Des images pour informer

L'éducation aux médias doit permettre aux jeunes de forger leur esprit critique et une attitude réfléchie par rapport à l'information, équipement indispensable à la panoplie du citoyen.

Le débat démocratique est alimenté par les médias, d'où l'intérêt de former les jeunes esprits à recevoir et analyser les informations qu'ils reçoivent. Ils vivent dans un environnement marqué par une surinformation à laquelle ils accèdent par des canaux très divers : web, télévision, radio, contenus en lignes reçus sur les téléphones portables, magazines, quotidiens… La 23e édition de la Semaine de la presse s'intéresse cette année aux « images pour informer ».

« Qu'elles soient fixes ou animées, à la télévision, sur les sites, dans la presse ou à la radio - car là aussi les mots font images - les images construisent l'actualité. Il s'agit d'interroger leur place, examiner leurs sources, déterminer leur genre. »

Depuis juillet 2006, l'éducation aux médias est une composante du socle commun de connaissances et de compétences que tout élève doit maîtriser en fin de scolarité obligatoire. ■

LE BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL EN MFR

MFR

2 DIPLÔMES

3 ans

NOUVEAUX PARCOURS VOIE PROFESSIONNELLE

RÉUSSIR autrement LE BAC PRO

www.asso.mfr.fr

le climat éducatif

l'accompagnement personnalisé

le choix de l'alternance

Maisons familiales rurales

DÉCOUVREZ VITE NOS SOLUTIONS D'ASSURANCE ADAPTÉES À VOS ACTIVITÉS

www.groupama.fr

Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles. Entreprise régie par le code des assurances.
Union nationale des Maisons familiales rurales - 58 rue Notre-Dame de Lorette - 75009 Paris - www.mfr.asso.fr - Document et visuels non contractuels.
Illustration : © Odeka / © Agence l'un&l'autre - Crédits photos : © Corbis - © Being.

Groupama

Toujours là pour moi.